

Rapport de George Frost Kennan du 22 février 1946

Le caractère politique de la puissance soviétique tel que nous le connaissons aujourd'hui est le produit de l'idéologie et des circonstances : idéologie héritée du mouvement révolutionnaire d'où est issu le régime, et circonstances dans lesquelles le pouvoir a été exercé en Russie depuis près de trente ans. Il est peu de tâches plus difficiles que l'analyse psychologique des répercussions réciproques de ces deux forces et du rôle de chacune d'elles dans la détermination de la conduite officielle des Soviétiques. Mais cette analyse est indispensable si l'on veut comprendre cette conduite et la combattre efficacement.

Il est difficile de résumer l'idéologie avec laquelle les dirigeants soviétiques ont pris le pouvoir. L'idéologie marxiste, dans sa projection russe-communiste, a toujours été en voie de subtile évolution. Les matériaux sur lesquels elle se base sont nombreux et complexes. Mais les traits les plus importants de la pensée communiste telle qu'elle existait en 1916 peuvent se résumer comme suit :

- a) le facteur central de la vie humaine, le fait qui détermine le caractère de la vie publique et la « physionomie de la société », est le système en vertu duquel les marchandises sont produites et échangées ;
- b) le système de production capitaliste est un système mauvais qui mène inévitablement à l'exploitation de la classe ouvrière par la classe possédante et est incapable de développer convenablement les ressources économiques de la société ou de distribuer équitablement les produits du travail ;
- c) le capitalisme contient le germe de sa propre destruction et doit, en raison de l'incapacité de la classe possédante de s'adapter aux changements économiques, aboutir inévitablement au transfert révolutionnaire du pouvoir à la classe ouvrière ;
- d) l'impérialisme, dernière phase du capitalisme, conduit indirectement à la guerre et à la révolution.

(...)

Pendant cinquante ans, avant qu'éclatât la Révolution, cette pensée avait exercé un grand attrait sur les membres du mouvement révolutionnaire russe. Déçus, mécontents, désespérant - ou trop impatients - de pouvoir s'exprimer dans les limites du régime politique tsariste, mais manquant du large soutien populaire exigé par la révolution sanglante qu'ils croyaient être l'instrument obligatoire du progrès social, ces révolutionnaires trouvaient dans la théorie marxiste une confirmation très commode de leurs désirs instinctifs. Elle apportait une justification scientifique à leur impatience, à leur refus catégorique d'attribuer une valeur quelconque au régime tsariste, à leur soif de pouvoir et de revanche, et à leur tendance à prendre des raccourcis pour atteindre leur but. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils en soient arrivés à croire implicitement à la vérité et à la solidité des enseignements marxistes. On ne peut mettre leur sincérité en doute; c'est un phénomène aussi vieux que l'humanité elle-même, et qui n'a jamais été mieux décrit que par Gibbon dans « La décadence et la chute de l'Empire romain »:

« De l'enthousiasme à l'imposture, le pas est périlleux et glissant; le démon de Socrate offre un mémorable exemple de la manière dont un homme sage est susceptible de se tromper ; de celle dont un homme juste peut tromper les autres ; de la façon dont la conscience peut s'assoupir dans un état intermédiaire entre l'illusion et la tromperie volontaire. «

Ce fut avec cette série d'idées que les membres du parti bolchevik prirent le pouvoir.

Pendant toutes les années de préparation à la Révolution, l'attention de ces hommes, comme celle de Marx lui-même, s'était moins fixée sur la forme future que prendrait le socialisme que sur le renversement nécessaire du régime rival qui, selon eux, devait précéder l'établissement du socialisme.

Leurs idées sur le programme positif à mettre en œuvre une fois le pouvoir entre leurs mains étaient, pour la plus grande partie, nébuleuses, chimériques et peu pratiques. En dehors de la nationalisation de l'industrie et de l'expropriation des grands domaines privés, il n'y avait pas de programme arrêté. Le traitement de la paysannerie qui, d'après Marx, n'appartenait pas au prolétariat, était toujours demeuré vague dans la pensée communiste, et cette question resta un objet de controverse et d'hésitation pendant les dix premières années du régime communiste.

Les circonstances de la période qui suivit immédiatement la Révolution -guerre civile et intervention étrangère, à quoi s'ajoutait le fait que les communistes ne représentaient qu'une petite minorité du peuple russe- firent de l'instauration d'un pouvoir dictatorial une nécessité. L'expérience du « communisme de guerre » et la brusque suppression de la production et du commerce privés produisirent des conséquences économiques désastreuses et excitèrent la résistance au nouveau régime. Tandis qu'une pause temporaire dans la communisation de la Russie, la Nouvelle Politique Economique (NEP), atténuait un peu cette détresse économique, ce qui était son but, elle montrait aussi que le « secteur capitaliste de la société » était toujours prêt à profiter aussitôt du moindre relâchement de la pression gouvernementale et que, si on lui permettait de continuer à exister, il constituerait toujours un puissant élément d'opposition au régime soviétique et un rival sérieux. Une situation analogue régnait en ce qui concerne le paysan isolé qui, à son humble manière, était lui aussi un producteur privé.

Lénine, s'il avait vécu, aurait peut-être pu s'avérer assez grand homme pour réconcilier ces forces opposées à l'avantage final de la société russe, bien que ce soit douteux. Quoi qu'il en soit, Staline et ceux qu'il dirigea dans sa lutte pour prendre la succession de Lénine n'étaient pas hommes à tolérer des forces politiques rivales dans la sphère du pouvoir qu'ils convoitaient. Leur fanatisme, que ne modérait aucune des traditions de compromis anglo-saxonnes, était trop violent, trop jaloux pour envisager un partage permanent du pouvoir. Du monde russo-asiatique d'où ils provenaient, ces hommes tenaient un certain scepticisme quant à la possibilité de l'existence pacifique de forces rivales. Aisément convaincus de la « justesse » de leur doctrine, ils exigeaient la soumission ou la destruction de tout pouvoir concurrent. En dehors du Parti communiste, la Russie ne devait comprendre aucune forme d'activité collective ou d'association qui ne serait dominée par lui. Seul le Parti serait autorisé à la vitalité et à la structure; tout le reste ne devait être qu'une masse amorphe.

Et, au sein du Parti, le même principe serait appliqué. La masse des membres du Parti pourraient accomplir les mouvements du vote, de la délibération, de la décision et de l'action; mais ces mouvements ne devaient pas être animés par leur volonté individuelle, seul le souffle effrayant de la direction du Parti les inspirerait.

Subjectivement, ces hommes ne voulaient probablement pas l'absolutisme pour lui-même. Ils croyaient sans doute qu'eux seuls savaient ce qui ferait le bonheur de la société et qu'ils le réaliseraient une fois leur pouvoir assuré et inébranlable. Mais afin d'arriver à cette sécurité de leur pouvoir, ils ne reculeraient devant aucun moyen et lui donneraient la priorité sur le bien-être et le bonheur des peuples confiés à leurs soins.

(...)

Il est dans la nature de l'ambiance intellectuelle des dirigeants soviétiques et dans le caractère de leur idéologie de ne pouvoir reconnaître officiellement le moindre mérite ou la moindre justification à une opposition quelconque. Aussi longtemps que des restes de capitalisme étaient officiellement reconnus comme existant en Russie, on pouvait les faire servir de prétexte au maintien d'une forme dictatoriale de gouvernement. Mais au fur et à mesure de la liquidation de ces éléments, cette justification faisait défaut, et quand ils eurent été complètement détruits elle disparut complètement. Ce fait créa l'une des contraintes fondamentales qui pesèrent sur le régime soviétique : du moment que le capitalisme n'existait plus en Russie et du moment qu'on ne pouvait avouer qu'une opposition sérieuse au Kremlin pût surgir spontanément des masses soumises à son autorité, il devenait nécessaire de justifier la conservation de la dictature en soulignant la menace du capitalisme étranger.

Dès 1924, Staline défendit le maintien des « organes de suppression », c'est-à-dire, entre autres, l'armée et la police secrète, pour la raison « qu'aussi longtemps qu'on serait encerclé par le capitalisme, il subsisterait un danger d'intervention avec toutes les conséquences découlant de ce

danger ». A partir de ce moment-là et conformément à cette théorie, toutes les forces d'opposition intérieures, en Russie, ont toujours été dépeintes comme des agents de forces étrangères de réaction hostiles à la puissance soviétique.

En outre, il a été fortement insisté sur la thèse communiste selon laquelle un antagonisme fondamental existe entre le monde capitaliste et le monde socialiste. Bien des signes indiquent que cette assertion n'est pas fondée en réalité. Les faits ont été confondus à cause de l'existence, à l'étranger, de grandes puissances militaires, notamment le régime nazi en Allemagne et le gouvernement japonais des dernières années 1930 qui avaient, en effet, des intentions agressives contre l'Union soviétique. Mais les preuves ne manquent pas que l'importance donnée à Moscou à la menace à laquelle les Soviets devaient faire face de la part du monde extérieur ne se fonde pas sur les réalités de l'antagonisme étranger, mais sur la nécessité d'expliquer le maintien du régime dictatorial en Russie.

Cette poursuite d'une autorité illimitée à l'intérieur, accompagnée de la culture du demi-mythe d'une implacable hostilité étrangère, a fortement influé sur la forme de l'appareil gouvernemental soviétique tel que nous le connaissons aujourd'hui. On a laissé dépérir les organes administratifs qui ne servaient pas ce but, et ceux qui le servaient se sont démesurément enflés. La sécurité du pouvoir soviétique en est venue à reposer sur la discipline de fer du Parti, sur la sévérité et l'ubiquité de la police secrète, et sur l'intransigeant monopolisme de l'Etat. Les « organes de suppression », auxquels les dirigeants soviétiques avaient demandé de les protéger contre les forces rivales, devinrent, dans une large mesure, les maîtres de ceux qu'ils devaient servir. Aujourd'hui la majeure partie de la structure de la puissance soviétique est consacrée à perfectionner la dictature et à perpétuer l'idée d'une Russie en état de siège, et dont l'ennemi menace les murs. Et les millions d'êtres humains qui forment cette partie de la structure gouvernementale sont obligés de défendre à tout prix cette conception de la position de la Russie, car, sans elle, ils seraient superflus.

(...)

Voyons à présent comment cet arrière-plan historique se traduit dans le caractère politique du régime soviétique tel qu'il est aujourd'hui.

Rien n'a été officiellement rejeté de l'idéologie originelle : croyance à la nature fondamentalement mauvaise du capitalisme, à l'inévitabilité de sa destruction, à l'obligation, pour le prolétariat, de concourir à cette destruction et de prendre lui-même le pouvoir. Mais on en est arrivé à insister principalement sur les idées le plus spécifiquement rattachées au régime soviétique : à sa position de seul régime véritablement socialiste dans un monde obscur et égaré, et à ses relations avec ce monde.

La première de ces idées est celle de l'antagonisme inné entre le capitalisme et le socialisme. Elle a de graves conséquences pour la conduite de la Russie en tant que membre d'une société internationale. Elle fait que Moscou ne peut jamais supposer avec sincérité une communauté de buts entre l'Union soviétique et les puissances considérées comme capitalistes. Moscou doit invariablement supposer que les buts du monde capitaliste sont opposés à ceux du régime soviétique et aux intérêts des peuples qu'il contrôle. Si le gouvernement soviétique signe occasionnellement des documents qui pourraient indiquer le contraire, il faut y voir une manœuvre tactique permise quand on traite avec l'ennemi (qui est sans honneur) et qui doit être admise comme étant de bonne guerre. De cet antagonisme présumé découlent nombre des phénomènes qui nous troublent dans la conduite de la politique étrangère du Kremlin : manque de franchise, suspicion, inimitié fondamentale des buts. Ces caractères lui sont définitivement acquis; ils peuvent cependant varier d'intensité selon ce que les Russes désirent obtenir; l'un ou l'autre peut momentanément s'effacer; en ce cas, il y aura toujours des Américains qui annonceront en bondissant de joie : « Les Russes ont changé ! » et il y en aura même qui s'attribueront le mérite de ces « changements ». Mais nous ne devrions pas nous laisser leurrer par des manœuvres tactiques. Ces caractéristiques de la politique soviétique, de même que le postulat d'où elles dérivent, sont fondamentales de la nature interne du régime soviétique, et elles persisteront, visibles ou cachées, jusqu'à ce que la nature interne du régime soviétique soit changée.

Ceci implique que les tractations avec les Russes continueront longtemps encore à être difficiles. Non qu'il faille les croire inébranlablement décidés à renverser notre régime à une date déterminée. La théorie de l'inévitabilité de la chute du capitalisme n'indique pas que celle-ci soit pressée. Les forces

du progrès peuvent prendre leur temps pour préparer le coup de grâce. En attendant, ce qui importe est que la « Patrie du socialisme » - cette oasis déjà gagnée au socialisme dans la personne de l'Union soviétique - soit aimée et défendue par tous les bons communistes en Russie et à l'étranger, que ses chances soient favorisées, ses ennemis harcelés et confondus. Provoquer à l'étranger une révolution « aventureuse » et prématurée susceptible de gêner d'une manière quelconque le régime soviétique serait un acte inexcusable, voire contre-révolutionnaire. La fin du socialisme est le soutien et l'établissement du régime soviétique tels qu'on les détermine à Moscou.

Ceci nous amène à la seconde des idées importantes pour la compréhension de la perspective soviétique contemporaine : c'est l'infailibilité du Kremlin. La conception soviétique du pouvoir, qui n'autorise aucun foyer d'organisation en dehors du Parti, exige que la direction du Parti demeure en théorie l'unique dépositaire de la vérité. Car si l'on devait pouvoir, trouver la vérité ailleurs, son expression en une activité organisée serait justifiée. Et c'est là précisément ce que le Kremlin ne peut et ne veut pas permettre.

La direction du Parti communiste a donc toujours raison, et elle a toujours eu raison depuis qu'en 1929 Staline a donné une forme précise à son pouvoir personnel en annonçant que les décisions du Politburo étaient prises à l'unanimité. La discipline de fer du Parti repose sur ce principe d'infailibilité; en fait, ils se soutiennent mutuellement : une discipline parfaite exige la reconnaissance de l'infailibilité, et l'infailibilité exige l'observance de la discipline. Et les deux ensemble déterminent dans une large mesure le comportement de tout l'appareil gouvernemental soviétique. Mais, pour en comprendre les effets, il est indispensable de tenir compte d'un troisième facteur : le fait que les dirigeants sont libres de soutenir n'importe quelle thèse que, pour des raisons tactiques, ils trouvent utile à leurs fins à un moment donné, et qu'ils peuvent exiger l'acceptation aveugle et fidèle de cette thèse de la part des membres du mouvement dans sa totalité. Il en résulte que la vérité n'est pas une constante mais qu'elle est, en fait, créée virtuellement par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. Elle peut varier d'une semaine à l'autre, d'un mois à l'autre. Elle n'a rien d'absolu et d'immuable, rien qui découle d'une réalité objective. Elle est seulement la manifestation la plus récente de la sagacité de ceux en qui est censée résider la sagesse absolue parce qu'ils représentent la logique de l'histoire. Ces facteurs accumulés ont pour effet de donner à l'orientation de tout l'appareil subordonné du gouvernement soviétique une obstination et une persévérance inébranlables. Cette orientation peut être changée à volonté par le Kremlin mais par lui seul. Une fois que le Parti a décidé d'une ligne de conduite à l'endroit d'une question de politique courante, toute la machine gouvernementale, y compris le mécanisme de la diplomatie, avance inexorablement dans la voie prescrite, comme une automobile-joujou remontée et lancée dans une certaine direction, ne s'arrêtant que si elle rencontre quelque force irréfragable. Les individus qui composent cette machine sont réfractaires à tout raisonnement provenant d'une source extérieure. On leur a enseigné à se méfier de la force de persuasion spécieuse du monde extérieur. Comme le chien blanc devant le phonographe, ils n'entendent que « la voix du maître ». Ainsi, le représentant étranger ne peut espérer que ses paroles produisent sur eux la moindre impression; tout ce qu'il peut espérer est qu'ils les transmettent aux dirigeants, seuls capables de modifier la ligne du Parti. Mais il n'y a guère de chances que ceux-ci se laissent influencer par la logique normale des paroles du représentant bourgeois. Comme on ne peut invoquer de buts communs, on ne peut faire appel à des processus mentaux communs. Pour cette raison, les faits parlent plus fort que les mots aux oreilles du Kremlin; et les mots ont d'autant plus de poids qu'ils reflètent des faits d'une authenticité incontestable et sont confirmés par eux.

Mais nous avons vu que son idéologie n'oblige nullement le Kremlin à se hâter. Semblable à l'Église, il s'occupe d'idées d'une justesse à longue échéance et il peut se permettre d'être patient. Les préceptes de Lénine lui-même doivent être utilisés avec beaucoup de prudence et de souplesse dans la poursuite des objectifs communistes, et les leçons de l'histoire russe fortifient ces préceptes : ces siècles d'obscurités batailles entre des armées nomades dans les vastes étendues d'une plaine dénuée de forêts. La circonspection, la souplesse et la tromperie sont, dans une telle guerre, les qualités les plus précieuses, et elles sont tout naturellement appréciées par l'esprit russe ou oriental. Le Kremlin n'hésite donc pas à reculer devant une force supérieure ; aucun horaire ne le hâte, la nécessité de la retraite ne l'affole pas. Son action politique est un flot fluide constamment en mouvement vers un but déterminé, avançant partout où il peut passer. Il se préoccupe surtout de remplir tous les coins et recoins disponibles de la puissance mondiale ; mais s'il trouve des barrières infranchissables sur son chemin, il les accepte et s'en accommode avec philosophie. L'important est qu'il y ait une pression continue, une pression constamment accrue en direction du but désiré. Rien, dans la psychologie soviétique, n'indique que ce but doit être atteint à un moment déterminé.

Ces considérations rendent les rapports avec la diplomatie soviétique à la fois plus faciles et plus difficiles qu'avec des dictateurs individuels comme Napoléon et Hitler. D'une part, la diplomatie soviétique est plus sensible à la force opposée, plus prête à céder sur des secteurs isolés du front diplomatique, lorsqu'elle sent cette force trop puissante, et elle est, par là, plus rationnelle dans la logique et la rhétorique de la puissance. D'autre part, elle ne se laisse pas aisément vaincre ou décourager par une seule victoire de ses adversaires. Et la patiente persistance qui l'anime indique qu'elle ne peut être effectivement combattue par des actes sporadiques, représentant les caprices momentanés de l'opinion publique démocratique, mais seulement par les politiques intelligentes, à longue portée, de ses adversaires politiques, non moins persistantes dans leurs intentions et non moins variées et ingénieuses dans leur mise en oeuvre que la politique de l'Union soviétique elle-même.

Dans ces circonstances, il est clair que le principal élément de n'importe quelle politique des Etats-Unis à l'égard de la Russie soviétique doit être de contenir avec patience, fermeté et vigilance ses tendances à l'expansion. Il importe cependant de noter qu'une telle politique n'implique ni menaces, ni bravades, ni gestes superflus d'une inflexibilité apparente. Tout en étant fondamentalement souple dans ses réactions aux réalités politiques, le Kremlin n'est nullement insensible aux considérations de prestige. Comme n'importe quel autre gouvernement, il peut être placé, par des gestes menaçants et dépourvus de tact, dans une position telle qu'il ne puisse céder, même si son sens des réalités lui dicte de le faire. Les dirigeants russes sont d'excellents juges de la psychologie humaine et, comme tels, ils ont très nettement conscience que la perte de la maîtrise de soi n'est jamais génératrice de force dans les affaires politiques. Ils sont prompts à exploiter de tels signes de faiblesse. Une condition sine qua non du succès d'une négociation avec la Russie est donc que le gouvernement étranger reste toujours calme et de sang-froid, et que ses exigences soient exprimées de manière qu'un acquiescement ne porte pas trop préjudice au prestige de la Russie.

(...)

D'après ce qui vient d'être exposé, il apparaît clairement que la pression soviétique contre les libres institutions du monde occidental peut être contenue par l'adroite et vigilante application d'une force contraire sur une série de points géographiques et politiques continuellement changeants, correspondant aux changements et aux manœuvres de la politique soviétique, mais qu'il est impossible de nier l'existence de cette pression et de la supprimer par le seul effet des paroles. »